Jean, Bruno, dir. (1989) *Les études régionales face au développement local*. Revue canadienne des sciences régionales. XII (1), 163 p.

Marcel Beaudoin

Volume 34, numéro 93, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022152ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022152ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaudoin, M. (1990). Compte rendu de [Jean, Bruno, dir. (1989) *Les études régionales face au développement local*. Revue canadienne des sciences régionales. XII (1), 163 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 34(93), 406–408.
<https://doi.org/10.7202/022152ar>

extérieure que régionale. «La ville moyenne s'intègre de plus en plus dans une mosaïque d'espaces où prédominent des relations extrarégionales», conclut l'auteur (p. 174).

Finalement, il s'agit d'un ouvrage au total intéressant. Sa lecture amène le lecteur à poser certaines questions: les caractéristiques propres aux villes moyennes sont-elles attribuables à une envergure absolue ou une envergure relative? Est-il possible d'établir des parallèles entre des villes québécoises, dites moyennes, qui ont autour de 60 000 habitants, et des villes japonaises, brésiliennes, mexicaines, françaises, etc., dites moyennes aussi, mais qui ont autour de 500 000 habitants? Le nombre n'engendre-t-il pas des dynamiques particulières? Ces questions demeurent sans réponses dans l'ouvrage, à cause peut-être du manque de cadre explicatif. Il demeure cependant que le livre dresse un portrait assez complet des villes moyennes québécoises, telles que définies traditionnellement au Québec.

Juan-Luis KLEIN

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi

JEAN, Bruno, dir. (1989) Les études régionales face au développement local. *Revue canadienne des sciences régionales*, XII(1), 163 p.

Cet ouvrage présente une collection d'articles choisis qui proviennent du Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec à Rimouski (GRIDEQ). Ils traitent de la problématique du développement dans les régions.

Les auteurs font ressortir, à travers la courte histoire des sciences sociales au Québec, les diverses perceptions évolutives du développement local et régional, leur insaisissable direction et la variété des formes sous lesquelles ces développements tendent à se concrétiser.

Bruno Jean trace un bref historique de l'évolution des sciences sociales et des expériences de développement régional au Canada et au Québec. Il compare les diverses perceptions du développement régional et démontre les difficultés, voire l'incertitude constante, des politiques de développement malgré l'accumulation des expériences et de la connaissance. L'auteur croit cependant que la variété des expériences et des perceptions concourent à établir les bases mêmes d'une science plus composite.

Si l'expérience présentée à travers l'article de Marc Urbain Proulx appartient à la période des sommets socio-économiques des années 1980, elle a cependant l'avantage de nous sensibiliser à

l'évolution des situations. Le sommet économique de la municipalité régionale de comté (MRC) de l'Or Blanc illustre bien une expérience de développement mixte. Or, si la formule des sommets socio-économiques de l'époque a semblé un agent moteur de développement, aujourd'hui ces mêmes sommets ne représentent plus une stratégie pertinente. Les organisations locales sont souvent perçues comme des intermédiaires par lesquels le gouvernement québécois tente de réaliser ses propres perspectives de développement, non pas strictement selon les vues des communautés locales mais plutôt en fonction d'entreprises sectorielles, comme le souligne l'exemple de Hugues Dionne. À cet effet, les résultats des sommets sont fréquemment le reflet d'une politique économique sectorialisée, exprimée en fonction d'un territoire. L'absence évidente de structure politique intermédiaire et coordonnatrice entre le local et le gouvernement québécois rend difficile l'ajustement des deux types d'approches du développement.

Béatrice Sokoloff situe la problématique des MRC relativement à leurs caractères juridique et institutionnel. Si, par les schémas d'aménagement, elles ont été en quelque sorte l'outil qui a servi à déclencher une dynamique régionale, elles sont dans la plupart des cas maintenant en position de revendiquer une véritable décentralisation des pouvoirs. Ceci est d'autant plus vrai qu'elles sont en mesure de témoigner de l'échec des formules établies et expérimentées par les paliers supérieurs de gouvernement.

André Joyal aborde la question des entreprises alternatives dans le développement local. Devant le ralentissement des coopératives de travail, il se demande si l'économie alternative ne repose pas sur les représentants d'organisations sans but lucratif.

Serge Côté analyse la succession des politiques de développement régional. Ainsi, il évoque la stagnation de l'efficacité du développement malgré l'accumulation de connaissances et d'expériences. Or les politiques de développement régional appliquées semblent découler davantage de préoccupations administratives et politiques que du résultat d'une recherche ou d'une réflexion élaborée. Pour favoriser une recherche plus adéquate, il suggère trois conditions: 1) l'indépendance des organismes; 2) la nécessité de ne pas séparer la recherche de ses applications; et 3) l'ouverture de l'esprit de la recherche.

Juan-Luis Klein reprend l'hypothèse que la dimension régionale des rapports sociaux évolue sur deux plans: l'un temporel, l'autre spatial. Il démontre par des exemples du Saguenay—Lac-Saint-Jean que dans la territorialisation de la gestion des rapports sociaux, une forme de conflit social peut survenir quand s'opposent deux visions du développement: l'une axée sur la croissance, l'autre sur la maîtrise des ressources. À ce titre, la région n'est pas qu'une simple délimitation spatiale mais bien un ensemble de structures et d'acteurs composant le social.

Le dernier auteur du volume, Danielle Lafontaine, présente l'histoire des études régionales au Québec, des années 1960 à la fin des années 1970. Elle effectue un inventaire explicatif pour cerner le champ québécois des études régionales, les problèmes auxquels elles ont été confrontées et certaines solutions prônées. Elle offre une reformulation théorique basée sur les connaissances accumulées pour favoriser une meilleure réflexion scientifique.

Le sujet du développement régional se trouve effectivement à une croisée de chemin au Québec. Pendant plusieurs années, les espoirs se fondaient constamment sur des projets et politiques en cours, lesquels se voulaient basés en principe sur le développement des régions. Avec l'aboutissement de ces projets (schémas d'aménagement) et expériences régionales (sommets socio-économiques), on fait au Québec un bilan plutôt décevant qui est confirmé par deux rapports du Conseil des affaires sociales, *Deux Québec dans un et Agir ensemble*.

L'ouvrage préparé sous la direction de Bruno Jean situe bien l'évolution des théories de développement régional. Il permet une réflexion intéressante sur l'état de la recherche dans le domaine. Quoique certains articles évoquent des situations ayant évolué depuis, le livre demeure à

propos puisqu'il permet de souligner la complexité du problème du développement régional et de fournir les indices d'une base de recherche mieux adaptée.

Marcel BEAUDOIN
Département de géographie
Université d'Ottawa

LAURIN, Serge (1989) *Histoire des Laurentides*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (Coll. «Les régions du Québec», n° 3), 892 p.

L'Institut québécois de la recherche sur la culture (IQRC) a ouvert, sous la direction de F. Harvey, le vaste chantier des histoires régionales. C'est une entreprise qui vient à point préciser, au-delà des grandes synthèses, le rôle des acteurs régionaux. Serge Laurin, professeur au cégep de Saint-Jérôme, nous livre une colossale *Histoire des Laurentides* de près de 900 pages. Une «région des Laurentides»? Ce n'est pas une région naturelle puisqu'elle associe, comme le rappelle Gilles Boileau dans un bref aperçu géographique, une portion des Laurentides centrales et une section de la plaine de Montréal. Dans la mouvance du Grand Montréal, elle n'a ni homogénéité, ni autonomie économiques. Un petit «pays»? Les intérêts et les aspirations divergent souvent, comme l'on montré les discussions préalables au récent découpage administratif. Historiquement, des sections d'Argenteuil et de Labelle ont penché vers l'Outaouais. Pourtant, de la vision du curé Labelle aux pratiques spatiales actuelles des Montréalais, on sent bien qu'il y a là une entité originale façonnée par une histoire qu'il convenait d'éclairer. Dira-t-on qu'une carte précise, en début de volume, aurait été bien utile au lecteur?

C'est donc à la conquête et à l'organisation de cette entité, à partir de l'occupation amérindienne, que nous convie Serge Laurin: les Basses-Laurentides d'abord puis, après l'échec des Patriotes, les Pays-d'en-Haut à travers la mise en place des paroisses, la constitution du tissu économique, la genèse des structures sociales et des institutions régionales, le double mouvement d'exode et de colonisation, les poussées et les crises. L'histoire locale est intelligemment greffée aux mouvements généraux. L'analyse repose sur la mobilisation de sources multiples et variées: monographies, biographies, journaux, lettres, thèses, etc. On ne saurait trop souligner la remarquable qualité de l'iconographie. Le parti pris encyclopédique fait la part belle aux capsules biographiques. D'aucuns jugeront que le style «album de famille» est un peu suranné, et que l'on ratisse bien large (Germaine Guévremont méritait-elle un paragraphe du seul fait de sa naissance dans les Laurentides?). Beaucoup seront reconnaissants à l'auteur de faire revivre les élites locales, la maille fine de la société.